



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Violences contre les palestiniens à Jerusalem

Question au Gouvernement n° 4001

Texte de la question

VIOLENCES CONTRE LES PALESTINIENS À JÉRUSALEM

M. le président. La parole est à Mme Clémentine Autain. *(Mme Clémentine Autain semble attendre que le calme revienne dans l'hémicycle.)*

M. le président. Allez-y. Quand le brouhaha vient de vos rangs, cela vous irrite moins. Vous avez la parole, alors prenez-la. *(Exclamations sur les bancs du groupe FI.)*

M. Jean-Luc Mélenchon. Tu es président de quoi au juste ?

M. le président. Vous avez la parole.

M. Jean-Luc Mélenchon. Eh bien, garde tes remarques ! *(Exclamations sur les bancs du groupe LaREM.)*

M. le président. Gardez les vôtres aussi, monsieur Mélenchon ! Voulez-vous prendre la parole ?

Mme Clémentine Autain. Oui.

M. le président. Alors, allez-y !

Mme Clémentine Autain. C'est avec le cœur et la raison que je m'adresse à vous, monsieur le ministre des affaires étrangères, et à travers vous, c'est sur la parole de la France que je m'interroge.

Hier, les tirs israéliens ont causé la mort d'au moins vingt-quatre Palestiniens, dont neuf enfants qui jouaient dans la rue. La liste des victimes s'allonge dans l'indifférence de la communauté internationale, comme si l'impuissance était actée, comme si le renvoi dos à dos des Palestiniens et des Israéliens devenait le récit dominant.

Pendant ce temps, l'implantation de colonies israéliennes au cœur des Territoires palestiniens de la Cisjordanie vise à rendre irréversible la mainmise d'Israël sur Jérusalem. Pendant ce temps, l'accès à l'eau courante continue d'être restreint et les Palestiniens sont privés de vaccins et de soins en pleine crise sanitaire. Pendant ce temps, le droit international se trouve chaque jour un peu plus piétiné par Israël.

Or, dans votre communiqué publié hier, ce sont d'abord les tirs de roquettes depuis la bande de Gaza que vous condamnez. Par votre voix, la France n'est pas en colère, elle n'exige rien, elle exprime « sa préoccupation », elle ne trouve pas les mots pour condamner les exactions d'une armée aux ordres d'un gouvernement d'extrême droite qui vise à consolider la domination israélienne, le système d'apartheid. *(Applaudissements sur les bancs*

des groupes FI et GDR.)

On ne parle pas sur le même ton à la botte qui écrase et au visage qui se fait écraser. Cela revient toujours à peser de tout son poids sur la botte.

La France ne choisit plus son camp, celui de la justice et du droit, le seul qui peut conduire à une paix durable pour les Palestiniens et pour les Israéliens. La France doit changer de ton et reconnaître l'État palestinien. Elle doit apporter clairement son concours à une solution politique. Qu'attend le Gouvernement ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes FI et GDR. – M. Bruno Joncour applaudit également.*)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État chargé du tourisme, des Français de l'étranger et de la francophonie.

Un député du groupe LR . Il n'est pas à la hauteur !

M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'État chargé du tourisme, des Français de l'étranger et de la francophonie. Établir la paix durable est bien l'objectif de toutes et de tous. Pour y parvenir, tous les acteurs sur le terrain doivent s'abstenir de toute provocation. Pour nous, les choses sont claires : oui, les évictions forcées visant des résidents du quartier de Cheikh Jarrah, à Jérusalem-Est, ne vont pas dans le bon sens, je l'ai dit à l'instant, elles exacerbent les tensions.

M. Jean-Paul Lecoq. Condamnez-les !

M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'État . De la même façon, nous sommes très clairs : nous souhaitons préserver le statu quo historique sur l'esplanade des mosquées.

M. Jean-Paul Lecoq. Condamnez la colonisation !

M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'État . À cet égard, les images d'hier, naturellement, nous ont interpellés.

Notre engagement pour bâtir une paix durable est constant. Il l'est au sein du Conseil de sécurité de l'ONU : lundi dernier encore, nous y avons dit les choses clairement. Il l'est parce que, dans le cadre du format que j'évoquais précédemment, nous sommes en concertation permanente avec l'Allemagne et les puissances capables de parler à des acteurs sur le terrain – je pense à l'Égypte et à la Jordanie. Hier soir, Jean-Yves Le Drian s'est entretenu avec son homologue jordanien.

Les consultations se poursuivront en début de semaine prochaine avec les Égyptiens qui seront présents à Paris pour le sommet sur le financement des économies africaines. Nous continuerons inlassablement à chercher les moyens de reprendre le dialogue politique. Il ne vous a pas échappé non plus que la situation politique de part et d'autre n'est pas stabilisée. Cela ne nous fera pas renoncer. Nous continuerons car il y va du respect du droit international.

M. Jean-Paul Lecoq. Il y a un peuple agressé et un pouvoir agresseur !

M. le président. La parole est à Mme Clémentine Autain.

Mme Clémentine Autain. M. Lemoyne semble découvrir le communiqué de presse en même temps qu'il nous le lit. (*Exclamations sur quelques bancs du groupe LaREM.*)

Je vous dis le fond de ma pensée : vous prenez des initiatives par téléphone, mais quelle est aujourd'hui la colonne vertébrale de la France sur le sujet ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes FI et GDR.*)

Données clés

Auteur : [Mme Clémentine Autain](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (11^e circonscription) - La France insoumise

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4001

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Tourisme, Français de l'étranger et francophonie

Ministère attributaire : Tourisme, Français de l'étranger et francophonie

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [12 mai 2021](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [12 mai 2021](#)